

Terrorisme, jihadisme et radicalisation : le point sur une menace structurelle

Journée d'étude du vendredi 6 mars 2015

Édité et diffusé par la Fondation pour la Recherche Stratégique
4 bis rue des Pâtures – 75016 PARIS

ISSN : 2109-375X

SOMMAIRE

INTRODUCTION : CAMILLE GRAND	5
LE TERRORISME ISLAMIQUE RADICAL : PERSPECTIVE ET PROSPECTIVE	
PRÉSIDENCE : CAMILLE GRAND	7
20 ans de terrorisme islamique radical en France	
Jean-François Daguzan.....	7
Le jihad en Syrie et en Irak	
Myriam Benraad.....	11
Le jihad en Afrique : AQMI, Boko Haram, Chebabs : convergences, connexions, connivences	
Yves Trotignon.....	14
Questions – Réponses	17
LA RÉPONSE : EXTÉRIEUR/INTÉRIEUR DEUX FACES D'UNE MÊME PIÈCE	
PRÉSIDENCE : JEAN-FRANÇOIS DAGUZAN	21
Ouverture	
Jean-François Daguzan.....	21
Radicalisation et dé-radicalisation : chemins nécessaires, mais escarpés	
Jean-Luc Marret	21
La lutte contre le terrorisme : Serval, Barkhane et demain ?	
Philippe Gros	24
La lutte contre la radicalisation : la France en pointe, le rôle de l'UCLAT	
Jean-François Gayraud	27
L'action au niveau européen	
Gilles de Kerchove.....	29

Introduction : Camille Grand, Directeur, FRS

En choisissant de consacrer notre premier sujet d'étude sur le thème du terrorisme, du djihadisme et au problème de la radicalisation, il ne s'agit pas de céder à la tentation de l'actualité mais d'intégrer ces travaux dans la poursuite des réflexions menées par la Fondation pour la Recherche Stratégique.

Notre volonté est d'y intégrer deux dimensions : d'une part, une réflexion sur l'évolution du terrorisme radical, en prenant en compte la dimension de l'importation du conflit extérieur lors des attentats de Paris, et conduire une réflexion sur les réponses à y apporter, d'autre part. Nous constatons que même parmi les experts présents aujourd'hui, les réponses sont différentes.

L'appellation de « guerre contre le terrorisme » est-elle la plus pertinente ? Une réflexion est à mener sur cette interrogation.

La question de la division entre sécurité intérieure et sécurité extérieure est également posée. Nous voyons aujourd'hui que les défis de sécurité intérieure auxquels nous sommes confrontés peuvent trouver des liens avec ceux de sécurité extérieure et que nos opérations contre AQMI au Sahel, contre AQPA au Yémen et contre l'État islamique participent de notre sécurité intérieure. J'entends aussi les voix qui disent que notre engagement extérieur accroît la menace intérieure. Ma lecture personnelle, sans vouloir préempter le débat, est que les attaques de M. Merah ont précédé tous les engagements importants de la France contre le djihadisme.

D'une manière générale, il s'agit d'aborder des perspectives assez diverses, notamment l'apport de l'Union européenne dans ces domaines et d'entendre des intervenants qui voient le problème de l'intérieur. Je suis donc très reconnaissant au Directeur adjoint de l'UCLAT, et au Coordonnateur de la lutte contre le terrorisme de l'Union européenne, d'être parmi nous aujourd'hui.

Il s'agit d'une journée d'étude évidemment empreinte d'une certaine gravité compte tenu de l'actualité, en France et au Danemark. Ce sujet nous concerne tous, il n'y a pas de pays qui soit à l'abri, et cela pose la question collective suivante à nos démocraties européennes : « Comment peut-on mieux travailler ensemble face à ce défi ? » et « Comment protéger l'âme de nos démocraties ? ».

Le débat se place aujourd'hui à l'échelle européenne, d'une manière assez saine : non pas dans l'idée de créer un « Patriot Act à l'Européenne » mais un débat démocratique, utile à deux niveaux : Quels sont les bons outils qui doivent être gérés à l'échelon national et quels sont ceux qui doivent être gérés à l'échelon européen ?

Je remercie encore les organisateurs de cette journée à la FRS, Jean-François Daguzan, Jean-Luc Marret, qui ont beaucoup travaillé sur ces questions depuis des années et c'est un plaisir pour nous de faire connaître ces travaux, tant au public présent dans cette salle, qu'à celui qui consulte notre site internet.

Le terrorisme islamique radical : perspective et prospective Présidence : Camille Grand, Directeur, FRS

20 ans de terrorisme islamique radical en France

Jean-François Daguzan, Directeur adjoint, FRS

- ✓ Historiquement, la FRS a commencé ses travaux sur le terrorisme dans sa dimension publique, c'est-à-dire en organisant des séminaires sur le sujet, un mois et un jour après le 11 septembre. Nous avons considéré qu'il y avait une urgence d'informer, face à un phénomène qui nous avait ébranlés et qui était très proche. Le regard que la FRS porte est à la fois antérieur au 11 septembre par ses travaux, mais a été également marqué par cet événement.
- ✓ J'ai voulu apporter un regard sur le terrorisme islamique en France en partant d'une **perspective historique**. Il est très important de remettre les événements dans la durée et dans la projection. Si l'on veut penser l'avenir, il est bon de se pencher sur le passé. Il est vrai que le terrorisme, et notamment ce que nous avons vécu récemment en France, les affaires Charlie et Hyper Cacher ont créé, et c'était le but, un effet de sidération. Et l'effet de sidération fait que l'on reste focalisé sur l'événement en ayant beaucoup de mal de s'extraire de l'immédiateté. C'est donc pour cette raison que j'ai voulu inscrire mes propos dans la moyenne et longue durée **pour savoir si après tout, ces événements-là sont aussi extraordinaires que nous les avons ressentis, si on peut les raccrocher à une cohérence historique, stratégique et sociologique** et si à partir de là il n'est pas nécessaire de les « modérer » c'est-à-dire **distinguer ce qui peut relever de la nouveauté de ce qui relève d'une logique récurrente de l'action terroriste**.
- ✓ Je ne veux pas assommer l'auditoire par des chiffres mais je vais tout de même vous en délivrer quelques-uns. Au niveau mondial, si vous prenez la base de données des actes de terrorismes d'Oklahoma City aux États-Unis, de 1968 à 2006, on compte 25 127 actes terroristes dans le monde pour un total de 34 361 morts et 85 000 blessés. Comme toujours, il est très difficile quand on n'a pas l'agrégat de savoir ce que l'on inclut dans les actes de terrorisme. Cela peut sembler à la fois beaucoup et peu : les 34 000 victimes au regard des conflits récurrents sur la planète, sans même parler des guerres mondiales, constituent finalement un fait qui doit s'apprécier de façon rationnelle.
- ✓ Si l'on regarde côté français, la FRS, à la demande du ministère de l'Intérieur, il y a un peu plus de dix ans, a mis en place la base de données sur les actes de terrorisme qui consistait à répertorier les actes terroristes en France de 1965 à 2003. Nous avons fait cette base de données en excluant le terrorisme Corse parce que celui-ci faisait exploser les statistiques. De 1965 à 2003 nous avons recensé 1 500 actes de terrorisme en France, soit une moyenne de 40 actes par an. Si nous

inscrivons l'analyse du terrorisme dans la durée, nous nous apercevons qu'en France, nous vivons avec le terrorisme depuis très longtemps. Une période douloureuse est par exemple celle de la guerre d'Algérie : sur le territoire métropolitain pendant cette guerre, entre 1956 et 1962, il n'y a pas moins de 13 000 actes de terrorisme qui ont provoqué 4 000 victimes. Ce qui signifie que la mémoire s'efface : l'esprit fait table rase du passé pour se concentrer sur la réalité du moment. Et quand nous avons le sentiment d'être confrontés à une menace terroriste terrible aujourd'hui, je peux vous assurer qu'il y a eu des périodes de notre histoire récente, qui ont été beaucoup plus meurtrières. Cela peut vouloir dire à la fois que nous oublions mais aussi que les choses ont changé. Et c'est peut-être dans ce changement que je reviendrai à la fin.

- ✓ Le terrorisme en France est un phénomène que nous connaissons depuis la fin du XIX^{ème} siècle et qui continue, mais connaît des vagues successives. La vague anarchiste de la fin du XIX^{ème}, début du XXI^{ème} siècle, extrêmement violente, les guerres d'indépendance et de décolonisation, le terrorisme révolutionnaire de type communiste internationaliste, dont Action directe sera l'archétype en France, suivi ou en parallèle par le terrorisme internationaliste qui se crée autour de la cause palestinienne et qui va avoir des effets dévastateurs. D'une certaine manière, c'est en France qu'une partie du Moyen-Orient va venir régler ses comptes. Les groupuscules combattants pour la cause palestinienne vont se livrer à des actes terroristes en cascade. On peut terminer d'une certaine manière par le terrorisme moyen-oriental qui n'est pas strictement lié à la cause palestinienne que nous allons connaître à travers la guerre du Liban, les relations avec l'Iran qui déboucheront sur la vague terroriste des années 1980 et même avec l'Irak et au cours de la guerre Iran-Irak où nous allons être victimes d'un certain nombre d'attaques. Et bien entendu, je ne peux pas m'empêcher de citer les terrorismes régionalistes qui ont été d'une vigueur totalement oubliée maintenant. Il faut rappeler qu'entre les années 1960 et 1980, un des groupes qui a le plus perpétré d'attentats en France est le Front de Libération de la Bretagne. Ce type de terrorisme a disparu de l'inconscient collectif. Nous pouvons aussi mentionner le Front de Libération de l'Occitanie, dont Jean-Marc Rouillan a été un des épigones, et bien entendu les deux terrorismes vraiment significatifs de ces années-là, les Basques d'un côté et le terrorisme corse de l'autre, ce dernier faisant exploser les statistiques françaises. Nous voyons bien, en se projetant dans le passé que la problématique du terrorisme en France est une réalité historique, et peut être plus importante statistiquement parlant qu'elle ne l'est aujourd'hui.
- ✓ Le terrorisme islamique radical prend sa source dans la guerre civile libanaise, en France comme au Liban, avec notamment l'attentat du Drakkar en 1983 et surtout avec la guerre civile algérienne où le GIA transpose le combat sur le sol français. Et à partir de là, la première révélation vraiment forte est que l'islam politique armé devient un élément central des menaces qui touchent notre pays. Et cette période 1992-1998 nous place dans la problématique du terrorisme islamique radical. A partir de ces années-là, avec la mondialisation qui s'achève, avec la chute du bloc de l'Est, on voit que des fronts extérieurs viennent alimenter cette conscience, de la part de jeunes semi criminels ou déjà criminels qui vont transformer leur expérience de la criminalité en compétences pour le djihad. Le gang de Roubaix et Khaled Kelkal sont le produit de cette époque. Déjà, dans les années 1990 les événements nous conduisent aux problèmes que nous connaissons

aujourd'hui, avec une échelle différente. Sur l'attrait du djihad pour des jeunes déclassés ou en quête d'identité, et là je fais référence au 11 septembre et au Français Zacharias Moussaoui, fils de l'une des familles paisible du Sud, qui passant par les mosquées de Londres est aspiré par la mouvance du 11 septembre. On voit très bien que déjà, dès les années 1990, nous avons un certain nombre d'éléments de base avec lesquels nous avons à vivre aujourd'hui.

- ✓ Évidemment, le grand électrochoc qui va accélérer les choses est le **11 septembre**. Le fait qu'Al-Qaïda arrive à frapper le territoire américain dans des proportions aussi significatives va créer un appel d'air dans les conflits qui vont s'ensuivre : l'Afghanistan et surtout l'Irak. **L'invasion de l'Irak, perçue comme une inadmissible agression par une importante partie de la population arabe**, va accroître ce phénomène de détestation de l'Occident et des États-Unis au premier chef. Mais la logique qui est développée par Al-Qaïda est celle d'**ennemi proche et ennemi lointain**, c'est-à-dire : faute de réussir sur le terrain national local en Algérie, en Égypte et en Tchétchénie conduit Al-Qaïda à déplacer le champ de la violence sur le terrain extérieur ; le 11 septembre en est l'archétype et les attentats de Londres et de Madrid représentent la même chose dans des proportions moindres sur le territoire européen.
- ✓ Donc, si l'on veut schématiser ce que nous avons de disponible ces années-là en termes d'analyse de terrorisme, nous avons déjà **la question des minorités de jeunes déclassés** qui se cherchent un idéal pour vivre et **qui trouvent dans l'islam radical une façon d'exister**. Nous avons la question des **prisons** et du **recrutement**, qui est un élément central dans l'aspiration au djihad. Nous avons la **quête d'identité** y compris pour des fils de bonne famille qui n'arrivent pas à se trouver. Nous avons **la question des convertis**, qui vont trouver dans le radicalisme une forme de cohérence perdue dans leur famille et dans la société.
- ✓ L'autre élément qui est intéressant dans ces catégories génériques, est qu'il n'y a pas de vrai profil pour les djihadistes. Toutes **les études françaises et européennes** montrent qu'il n'y a **pas de profil type** et que si l'on peut trouver des éléments sociologiques utiles, imaginer que l'on puisse faire de la **détection a priori** sur des candidats est **extrêmement difficile**. L'autre élément est la question du **prosélytisme**, prosélytisme qui trouve son expression tant à travers la mondialisation que par les réseaux sociaux qui permettent des interconnexions individuelles échappant au contrôle des États. Et puis bien entendu le **prosélytisme des mosquées radicales**, suivi très tôt en France, mais qui a été beaucoup plus vivace dans d'autres pays, dont la Grande-Bretagne est peut-être le point le plus important avec les cas de Finsbury Park ou de Baker street où l'on appelait au djihad et à la mort de l'Occident par des prédicateurs prêts à tout. Un dernier point, qui apparaît à cette époque et qui est aujourd'hui une constante : l'attentat suicide. Ce mode d'action n'est pas uniquement une spécialité du terrorisme islamiste radical puisque les Tigres Tamouls s'en sont aussi fait une spécialité. A partir de la guerre du Liban nous allons connaître ce mode d'action, qui renforce l'efficacité globale des terroristes.

Pour conclure on pourrait se demander ce qui a changé et ce qui n'a pas changé.

Ce qui n'a pas changé, ce sont les **éléments structurels** profonds du terrorisme : la théâtralisation du terrorisme qui reste la base de tout. Brian Jenkins qui fut le grand spécialiste du terrorisme aux États-Unis dans les années 1970 disait : « **le terrorisme c'est du théâtre** ». Et il avait raison : **unité de temps, unité de lieu, unité d'action**. C'est pour cela que l'attentat à la bombe demeure quasiment celui de la moitié des actes terroristes tels que répertoriés dans la base de données de la RAND Corporation Oklahoma City : l'explosion, les cris, les victimes, les hurlements, les voitures de pompiers, les télévisions, les caméras, etc. Tout ceci concourt justement de cette problématique de la théâtralisation qui demeure. Désormais, on le voit avec les affaires 'Charlie' et 'Hyper Casher', la relation que le terroriste essaye de mettre en place avec les chaînes d'information en continu participe de cette logique-là. **Le terrorisme a besoin de la publicité médiatique pour exister**. Les processus sont aussi les mêmes. Il y a actuellement un débat où certains soutiennent que l'on est en train de changer de nature, et que l'on passe à un terrorisme *low cost*. C'est vrai que l'on a moins d'attentat à la bombe aujourd'hui et plus d'attaques à l'arme légère, à la kalachnikov, voire le couteau ou la voiture bélier. C'est un phénomène que l'on trouve également en Israël de façon assez nette. Tout ceci relève en réalité du fait que les terroristes utilisent les moyens à leur disposition et essaient surtout de déjouer la vigilance des forces de l'ordre. Parmi les éléments de ces dernières années, **le renforcement des services de police permet de déjouer des attentats en permanence**. D'où la nécessité pour le terroriste de trouver les moyens de contournement. Le recours à l'arme légère et à des cellules de deux ou trois personnes où l'information et le rapport à l'extérieur sont limités pose le problème de l'identification d'un groupe ou d'une micro cellule et de son passage à l'acte. Le processus reste donc le même, même si les évolutions et le renforcement des services de police rendent les choses plus difficiles.

Qu'est-ce qui a changé ? A mon sens, **la dimension**. La dimension dans le nombre des **candidats terroristes au djihad** avec l'effet d'attraction de la Syrie de par sa proximité. La **dimension du risque** a donc évolué si on la compare avec l'époque d'Action directe qui devait, à son heure de gloire, avoir au maximum 30 ou 40 sympathisants. Nous ne sommes plus du tout sur ces chiffres-là. Aujourd'hui, **le Premier ministre évalue en France les djihadistes potentiels à plus de 1 000**, 500 pour les britanniques, 500 pour les allemands, 200 pour les belges. **Cet effet du nombre pose donc un véritable problème dans la mise en place des outils de surveillance et d'intervention**. L'autre élément, c'est la **mondialisation**, qui permet un **retentissement de l'acte terroriste avec des médias 24/24** qui font que tout événement est répercuté à l'infini. Pourquoi dans les années 1970-1980, nous n'avons pas été inquiétés par le terrorisme ? Parce que tout simplement, il passait par les « pertes et profits » de la lecture des journaux régionaux et que la remontée au niveau national était extrêmement faible. Il fallait Carlos et la vraie médiatisation pour vraiment commencer à s'en préoccuper. Aujourd'hui, le problème de la mondialisation pose ce phénomène de résonance massive qui est rendue possible grâce à Internet et les médias d'information en continu et aussi à cause de **la porosité entre les théâtres extérieurs et la situation intérieure**, le moindre événement circule de l'un à l'autre. Le moindre événement - une petite affaire de caricature ou de voile - est répercuté à l'infini dans le monde arabo-musulman radical et va devenir prétexte à revanche, sanction et violence. Ceci aussi est un des éléments important et nouveau.

Face à cette permanence du terrorisme, il n'y a qu'une seule solution, il ne faut jamais lâcher prise ; c'est la seule façon que nous avons de vivre, de nous battre et de continuer. Je vous remercie.

Le jihad en Syrie et en Irak **Myriam Benraad, Chercheur associée, FRS**

La situation en Irak et en Syrie.

Irak

- ✓ Je commencerai par l'Irak où des opérations majeures ont commencé autour de la ville de Tikrit. Ces opérations ont été lancées par l'armée irakienne assistée d'un certain nombre de milices chiïtes et de forces iraniennes pour reprendre cette ville à l'État islamique. Pour le moment, on est dans une phase d'encerclement et l'on sait qu'*a priori* la bataille sera longue car l'État Islamique résiste. Il a d'ailleurs réagi en exécutant un certain nombre de tribus dans la ville, en sabotant un certain nombre de points de l'armée irakienne. On peut s'attendre à une bataille de longue durée. Pourquoi est-elle importante ? **Tikrit est le point de passage vers Mossoul**, et des opérations de reconquête de Mossoul sont encore prévues pour avril-mai. L'état des forces est le suivant : l'État islamique reste très résilient y compris dans la province de Salahaddin, où un certain nombre de tribus sunnites sont mobilisées en faveur des forces gouvernementales.
- ✓ **L'armée irakienne est en pleine recomposition**, il y a eu un certain nombre de mesures qui ont été prises par le gouvernement irakien pour reconstituer ses rangs, suite à la débandade de 2014 face aux djihadistes de l'État islamique. Un processus qui est très difficile, parce qu'il y a eu tout un **phénomène de clientélisation et subversion** sous le gouvernement précédent de Nouri al-Maliki.
- ✓ Par ailleurs, c'est une armée qui est complètement **gangrenée par la corruption** et **un certain nombre d'armes** qui lui ont été livrées se trouvent aujourd'hui **au marché noir**, ce qui pose problème quant à la **mobilisation des forces sunnites** qui se plaignent de ne pas recevoir les armes promises par Bagdad et les États-Unis depuis des mois. Un certain nombre de **milices chiïtes**, à commencer par les Brigades Badr, **armées et financées directement par l'Iran**, sont aujourd'hui **en situation de supériorité militaire**. Dès lors, si cette libération se fait par des forces chiïtes, la question de l'après-État islamique et de la manière dont cette présence milicienne sera accueillie par les populations sunnites locales, *a priori* très mal, se pose.
- ✓ Beaucoup d'habitants de la province vous diront qu'ils préfèrent une présence jihadiste à l'arrivée des forces chiïtes qui, dans un passé récent, se sont rendues coupables d'exactions confessionnelles, comme dans la province de Diyala, à l'est de l'Irak, frontalière avec l'Iran. Certains territoires libérés par ces milices ont été le théâtre de violences contre les sunnites, en représailles à leur soutien à l'État islamique.
- ✓ Un événement en février 2015 a relancé les tensions confessionnelles, à savoir l'assassinat d'un cheikh sunnite d'une tribu importante vivant autour de Bagdad et stratégique dans le processus de reconquête. Cet assassinat ainsi que d'autres nourrissent la défiance mutuelle.

- ✓ Il a aussi été reproché à Haïdar al-Abadi, Premier ministre depuis l'automne 2014, de ne pas réagir et de laisser faire ces milices qui ont assez largement infiltré l'armée irakienne et qui continuent à faire de celle-ci une force partisane aux yeux des sunnites. **Avant la prise de Mossoul** par l'État islamique, cette armée était **considérée par les sunnites comme une armée d'occupation**, au même titre que l'armée américaine avait pu l'être en son temps. Une armée perçue comme corrompue, qui rackettait les populations, perception qui n'a guère évolué. Encore une fois, du point de vue des sunnites inféodés à l'État islamique, même s'il y a un début de réaction, **il y a tout autant un rejet de ces milices** et une mémoire de l'attitude passée de l'armée irakienne. Il y a donc des incertitudes quant aux événements à venir à Tikrit, avec une **partie de la population qui continuera à soutenir les jihadistes** parce qu'elle ne fait absolument pas confiance à l'armée et à ces milices, assez largement incontrôlables.
- ✓ Cependant, il faut être réaliste, il n'y aura pas de reconquête militaire de Mossoul sans une reconquête de Tikrit. Cette bataille est absolument fondamentale car si l'armée irakienne échoue, il n'y aura pas de reconquête de Mossoul, du moins pas avant l'automne prochain ou même ultérieurement. L'armée irakienne ne lancera pas d'opérations militaires en plein été sous une chaleur suffocante.
- ✓ Dans le même temps, Tikrit est une région où **un certain nombre de tribus sunnites, depuis 2014, ont décidé d'une coopération même minime avec les forces armées irakiennes**. On a beaucoup évoqué la tribu des Jabbour qui est un peu exceptionnelle car c'est une tribu mixte sunnite-chiite et qui est donc en position de négocier les termes d'une coopération militaire et politique avec le gouvernement et les forces armées régulières. Toutefois, d'autres tribus sunnites resteront du côté de l'État islamique *a priori* et Tikrit, de ce point de vue, sera une bataille importante parce qu'elle enverra un message fort à un certain nombre d'entre elles.
- ✓ Ailleurs, les choses sont beaucoup plus complexes. Par exemple, dans la grande province de l'ouest **Al-Anbar, qui est le sanctuaire de l'État islamique et le reste**, la situation est un peu plus problématique parce qu'un certain nombre de tribus sunnites réclament des armes depuis des mois, n'en n'ont pas reçu, et se plaignent de devoir acheter les armes aux forces armées régulières, corrompues et actives dans les circuits de contrebande.
- ✓ Une délégation de chefs de tribus sunnites s'est rendue à **Washington pour demander un appui américain direct** parce qu'elles ne font pas confiance au gouvernement et parce que l'horizon politique pour elles n'est pas un quelconque retour vers Bagdad, mais l'autonomie comme condition d'une mobilisation armée contre l'État islamique. Ceci **biaise la stratégie des États-Unis** qui souhaitent **que ces tribus reviennent dans le giron gouvernemental**. Or si l'on prend l'exemple du clan des Soulaïman ou d'autres, y compris des tribus qui ont plus ou moins collaboré avec Al-Maliki avant son départ du pouvoir, on voit très bien qu'Al-Anbar s'oriente vers ce type d'autonomie. Les divisions inter-sunnites sont importantes face à l'État islamique, divisions qui servent le groupe jihadiste et rendent la bataille des plus difficiles.

- ✓ **Au niveau politique, il n'existe plus de représentant légitime aux yeux des populations dans ces régions : un certain nombre de figures politiques sont certes présentes et actives dans la capitale mais elles n'ont pas de relais locaux.** Il en va ainsi pour les frères Noujaïfi, dont Athel, gouverneur de Ninive qui a fui au moment de l'offensive de l'été 2014 : à défaut d'un *leadership* sunnite alternatif à l'État islamique, dans un contexte de réengagement militaire occidental et de présence iranienne écrasante en Irak qui viennent paradoxalement légitimer le discours de l'État islamique, la question d'une solution politique pour les sunnites se pose plus que jamais. Pour l'heure, cette hypothèse est absente et crée une difficulté intrinsèque, y compris dans la perspective d'une libération de Tikrit. Qui va prendre le pouvoir ? Va-t-on mettre en avant des officiers sunnites pour tenter de contenir les tensions ? Quel sera le rôle des tribus sunnites ? Ces interrogations demeurent sans réponse.

Syrie

- ✓ En Syrie, les choses sont tout aussi complexes. **Un certain nombre d'opérations conduites par les forces kurdes** ont libéré Kobané et permis des victoires, même fragiles, dans le nord-est du pays, par exemple dans la province d'Hassaké.
- ✓ Ces opérations se déroulent dans **un contexte de fuite des populations civiles et d'urgence humanitaire**, et la question est évidemment de savoir ce qu'il restera le jour d'après, tant concernant l'armée syrienne aux ordres du régime de Damas et assistée de milices chiïtes, les forces kurdes qui très clairement essaieront de jouer la carte de l'autonomie que face à **un camp jihadiste** qui est à mon sens **très puissant, malgré ses divisions et rivalités internes**.
- ✓ Le Front Al-Nosra est en **pleine recomposition** et le **paysage insurrectionnel très fluide**. La frange dite « modérée » est aujourd'hui laminée et là aussi, un certain nombre d'incertitudes demeurent quant à son évolution, même si **le régime aura énormément de mal à reprendre les territoires perdus**.
- ✓ Une guerre fratricide a également cours entre le Front Al-Nosra et l'État islamique, tandis que le jeu des voisins vient encore complexifier la donne. Je fais évidemment référence ici à la stratégie ambiguë de la Turquie. La situation reste donc infiniment fluctuante, mouvante, au-delà des nombreuses schématisations en vogue.

**Le jihad en Afrique : AQMI, Boko Haram, Chebabs :
convergences, connexions, connivences**
Yves Trotignon, Risk & Co

- ✓ Je vais tenter de donner une vision globale du djihad en Afrique, en évitant de me concentrer sur un groupe en particulier. Je suis très attaché à la lecture en profondeur des événements. On « découvre » aujourd'hui le djihad en Afrique. Cependant, une recherche basique sur Wikipédia montre que l'un des membres éminents d'Al-Qaïda est mort en 1996 sur le lac Victoria, que le premier attentat d'Al-Qaïda a lieu en 1992 au Yémen et qu'il est lié directement à l'intervention américaine en Somalie. Le fait qu'il y ait des djihadistes en Afrique qui ne soient pas arabes (comme les Chebabs ou Boko Haram) est un élément à retenir pour éviter d'avoir une vision trop systématique de ce qu'est l'islamisme combattant contemporain. S'agissant par exemple de Djihadi-John, il a été arrêté en Tanzanie en 2009. Certains se radicalisaient en Afrique de l'Est depuis des années et je pense que l'on se souvient tous des attentats de 1998, à Nairobi et Dar Es Salam qui sont les premiers attentats majeurs d'Al-Qaïda, avec la signature d'Al-Qaïda, c'est-à-dire des attentats simultanés ; méthode importée directement du Liban.
- ✓ On pourrait aussi évoquer **le long travail de radicalisation effectué en Afrique par les ONG du golfe depuis des décennies**. N'importe quel connaisseur de la région évoquera les prédicateurs pakistanais ou saoudiens que l'on voyait du Sénégal à Djibouti. On trouvait même des connexions islamistes en Côte d'Ivoire avant 2002. Là aussi, on se focalise beaucoup sur les crises humanitaires ou les guerres civiles récentes, mais il existe des éléments plus profonds.
- ✓ Se pose ensuite la question de « l'œuf et de la poule » : est-ce que le prosélytisme wahhabite est le déclencheur, ou est-ce qu'il répond à un besoin qui serait généré sur place par les difficultés de certains États postcoloniaux ?
- ✓ Si l'on revient aux trois protagonistes, que sont AQMI, Boko Haram et les Chebabs, ils sont à la fois très différents et très proches sur plusieurs plans. Ils sont différents dans leurs histoires, AQMI est l'héritière lointaine du GIA dont le fief historique est en Kabylie, à des centaines de kilomètres de la bande sahéenne. Et pourtant AQMI était là, au Niger et au Mali. De l'autre côté de la bande sahéenne, on trouve Boko Haram que l'on s'obstine encore à définir comme une secte et qui est bien plus que cela : un mouvement ethno religieux, qui fait peser une menace tellement importante qu'elle est en train de provoquer un conflit quasiment inter étatique dont l'issue est incertaine. Vers l'Est, se trouvent les Chebabs, bercés par une instabilité de longue date en Somalie, entre interventions étrangères et famines. **Ces trois mouvements sont donc différents, et pourtant ils convergent, malgré des différences géographiques. Ces mouvements naissent sur des lieux où il y a des crises politiques, sociales, humanitaires mais aussi identitaires.**
- ✓ Prenons le cas par exemple du MUJAO, émanation d'AQMI qui profite des tensions dans certaines confréries musulmanes en Afrique de l'Ouest. Avec le recul, on observe que cette mouvance terroriste n'est pas religieuse ou révolutionnaire, mais secoue un système politique qui ne lui convient plus. Cette raison explique les convergences.

- ✓ Dans le détail, AQMI est une guérilla opérant en Kabylie, qui a réussi à trouver un écho, 1 500 kilomètres au Sud, sur des causes qui n'étaient pas les siennes. Quels sont les rapports entre l'insurrection algérienne des années 1990 qui aboutit à la création d'AQMI et la situation politico-sociale du nord Mali et du nord Niger ? **Pourtant les connexions se font au niveau régional grâce au discours du djihadisme, qui avance un certain nombre de préceptes en termes de gouvernance politico-sociale et qui répond aussi à des questions identitaires.** Ainsi, finalement nos causes locales sont différentes mais notre cause globale est la même, nous nous battons pour les mêmes choses.
- ✓ **L'importation du wahhabisme**, qui bien que contraire à la culture africaine a **fonctionné**. Les historiens nous diront d'ici à 40 ans pourquoi la France a été sourde aux signaux du terrain, qui montaient des ONGs ou des services de renseignement, qui témoignaient d'un retour à des pratiques religieuses rigoristes voire d'une importation de pratiques religieuses n'appartenant pas culturellement ou historiquement à la région.
- ✓ Le Sahel est un **espace où l'on se déplace beaucoup** et où les **connexions** se font entre les **réseaux de trafiquants d'armes** du GIA, puis du GSPC, puis d'AQMI et la Corne de l'Afrique. **Ces connexions sont anciennes**. Si l'on suit les routes commerciales centenaires, on descend naturellement au Nigeria : les connexions entre AQMI et Boko Haram sont des connexions historiques qui ont plus de 20 ans, et qui relèvent à la fois de **la connexion entre les acteurs de la violence, de la complicité opérationnelle et parce que progressivement s'impose cette cause globale appelée le djihadisme, qui n'apporte pas de réponse viable mais qui dénature toutes les luttes et les rend cohérentes**.
- ✓ J'ai parlé d'AQMI, du MUJAO, des Chebabs et de Boko Haram, mais j'aurais pu aussi mentionner l'État islamique en Libye. La Libye est un espace vide dans lequel se trouvent des individus recherchés par le monde entier comme Mokhtar bel Mokhtar.
- ✓ Cette idée que **les espaces sont connectés est extrêmement importante**, il faut donc regarder la menace terroriste en s'affranchissant des frontières. Bel Mokhtar était au Niger, il a été au Mali, il est maintenant en Libye. AQMI était en Kabylie, et détient maintenant son centre de gravité au nord Mali. Les Chebabs ont revendiqué en mai 2014 un attentat à Djibouti en invoquant la présence française en RCA.
- ✓ Ce qu'il faut comprendre, c'est que **face à ces acteurs terroristes nos possibilités de réponses sont limitées**, les interventions militaires étant contraintes par le droit international. La menace terroriste est quant à elle transnationale.
- ✓ Les interventions militaires ne règlent pas tout, et il convient donc d'articuler le militaire avec le politique, et j'attends avec beaucoup d'intérêt les suggestions concernant la gestion coordonnée et globale de différents conflits politiques avec des réponses militaires entre la Lybie, la bande Saharo-Sahélienne et les Chebabs.

Questions – Réponses

- **Pouvez-vous nous dire ce qu'il y a de commun entre le djihadisme africain et le djihadisme moyen oriental ? Quelle en est l'origine ?**

YT : Le terme pose un problème, je pense qu'il faudrait au moins le mettre au pluriel, en partant du principe que c'est du sunnisme radical combattant, mais si l'on regarde un peu l'histoire, le djihad égyptien est différent du djihad saoudien, algérien ou afghan. Il existe une multiplicité de causes : politiques, locales. C'est pour cela qu'il est important de préciser qu'il n'y a pas de profil type de djihadiste. Le phénomène du djihadisme ne construit rien, il s'oppose, il apporte des réponses brutales.

Il y a dans le terrorisme islamiste radical sunnite, au-delà de la défense de la Somalie contre la MISOM ou du nord Mali contre les Occidentaux, cette glorification du combat. C'est certainement ce qui peut expliquer le nombre d'attentats suicides, car il y a un sacrifice glorifié.

JFD : Ce qui relie le djihadisme au terrorisme c'est l'action directe c'est-à-dire qu'en réalité c'est d'abord une dynamique qui est fondée sur une lecture particulière de l'Islam. L'idée est que la machine fonctionne parce que la dynamique existe et si on arrive à casser la dynamique on casse la machine, ce qui veut dire que sur le long terme nous avons toutes les chances de gagner. Ceci étant, l'approche judiciaire française de lutte contre le djihadisme n'a pas forcément englobé la dimension africaine et moyen-orientale. Aujourd'hui avec la dynamique de la mondialisation et des réseaux sociaux, nous sommes confrontés à une menace côté extérieur réellement stratégique dans la mesure où le nombre fait foi. Il faut aussi rappeler que les djihadistes tuent des musulmans, et qu'il y a une lutte inter-musulmane. Nous, nous sommes finalement une partie du problème mais certainement pas la centralité

- **Vous avez évoqué la recomposition de Jabbat al-Nusra, pouvez-vous nous en dire plus ?**

MB : Il me semble qu'il y a un effet de retour au terrain, en tout cas de la part d'un certain nombre d'émirs du groupe, justement dans le sens d'une re-légitimation sur le terrain, afin de nouer des alliances locales qui permettent au groupe de se différencier de l'État islamique qui a pu renvoyer l'image d'un groupe étranger au vu du nombre important de combattants étrangers dans ses rangs. On pourrait se demander si les pressions effectuées par le Qatar sur ce groupe influent dans cette recomposition. Cependant la division État islamique – Al-Nusra a été montée en épingle alors que qu'il existe beaucoup de mouvements d'un groupe à l'autre.

- **Ne pensez-vous pas que la stratégie d'AQMI de sortie du territoire algérien n'est rien d'autre qu'une sortie de l'impasse ?**

YT : S'agissant du Sahel, il y a évidemment en 2009 une descente d'AQMI vers le nord Niger et le nord Mali, ce qui a été théorisé par Al-Qaïda comme étant une dé-théâtralisation des opérations. Il y avait effectivement une impasse en Kabylie mais aussi une ambition régionale. La naissance de l'État islamique a introduit une rivalité entre ces deux groupes dans la région, notamment en Libye.

- **Dans la situation en Algérie, quelle place accordez-vous à l'affaiblissement de l'État algérien ? Et au jeu de l'armée qui n'apparaît pas comme tout à fait clair ?**

YT : Au niveau de l'armée il est difficile d'évaluer un double jeu. Si l'on parle de double jeu stratégique, politique, on peut éventuellement l'évoquer. Dans les années 1990, peut-être que les algériens ont profité de la guerre et de la violence extrême pour s'imposer et agir. Je n'ai pas vu pour l'instant un seul témoignage fiable disant que Zouavri avait son badge d'accès à la DRS ou que les téléphones portables étaient achetés en France. Il y a des faits extrêmement troublants qui ont été documentés par les services français, intérieurs et extérieurs et qui relèvent plus de ce que l'on pourrait appeler « des coïncidences historiques ». On sait que les Algériens ont fait leur métier, et qu'ils ont exploités des sources humaines dans les groupes terroristes qui combattaient pour créer des dissidences. Imaginer que la violence djihadiste algérienne ait pu être manipulée par les autorités me paraît être une aberration.

- **En Irak, ne pensez-vous pas que l'Iran est en train d'afficher paradoxalement sa faiblesse militaire ?**

MB : Je ne sais pas si cela révèle la faiblesse des forces iraniennes, mais au niveau militaire, les brigades Badr et autres milices qui sont mobilisées sur le terrain irakien et syrien ont en fait l'avantage et ce sont les seules aujourd'hui qui peuvent aller à l'affrontement avec les djihadistes. Je ne sais pas si l'on peut parler de faiblesse militaire, mais au niveau des milices, ce sont les seules à pouvoir faire face à l'État islamique.

- **Sur l'Irak, vous êtes assez pessimiste sur les possibilités de réformes. Pensez-vous qu'il soit néanmoins possible de faire un gouvernement inclusif ?**

MB : Je pense que l'inclusivité est encore un de nos fantasmes occidentaux, cela ne veut strictement rien dire pour les irakiens. Quand le nouveau gouvernement a été formé et que l'on a évincé Maliki, exigence qui était celle d'un certain nombre d'opposants, kurdes, chiites et sunnites, je n'ai pas le souvenir d'avoir eu des témoignages de personnes satisfaites de ce gouvernement ayant en son sein des responsables sans aucune forme de légitimité ou de représentativité. Ce ne sont pas des personnes qui représentent les sunnites sous la coupe de l'État islamique.

- **Comment évaluez-vous l'état actuel du régime syrien et de son armée ?**

MB : L'armée syrienne est très affaiblie, le gouvernement continue de contrôler ce que l'on appelle la « Syrie utile » mais du point de vue des capacités, il n'y a pas beaucoup d'évolutions, et l'on sombre dans un chaos avec cette fragmentation où le régime se pose en une seule alternative crédible. Je pense que c'est une erreur, sur le terrain le régime n'a pas aujourd'hui les capacités de reprendre l'intégralité des territoires contrôlés par l'État islamique.

- **Pourquoi avons-nous été sourds et aveugles à la propagation du wahhabisme en Afrique ?**

YT : Pourquoi cet aveuglement ? Il y a un aveuglement qui à mon avis relève du confort intellectuel, du refus d'envisager le changement profond de toute la politique qui était favorable à l'ancienne puissance coloniale. Il y a aussi le fait que les ressentis de terrain n'étaient pas nécessairement concrétisés de manière scientifique et n'étaient pas

nécessairement pris en compte par les universitaires. Il y a eu à mon sens un problème dans l'enchaînement entre la documentation du phénomène, son analyse et sa prise en compte ou non dans l'agenda politique, à moins qu'il n'y ait pas de politique possible, ce qui est une hypothèse.

➤ **Pensez-vous que l'on va vers une structuration réelle entre les trois groupes AL-Chebabs, Boko Haram et AQMI ?**

YT : Je ne crois pas du tout à un complot entre AQMI, Boko Haram et les Chebabs pour mettre sous « coupe réglée » toute l'Afrique du Nord-ouest. Il y a évidemment des liens, qui ont été distendus à la suite de l'opération française de 2013, qui se sont aussi distendus par le fait que la MISOM remporte des succès en Somalie et donc on est plus sur une coordination souple, avec des buts localement très différents mais assez voisins dans la vision que l'on développe.

➤ **Qu'en est-il des Palestiniens en tant qu'acteurs ? Aujourd'hui qui contrôle les camps palestiniens, où en est le Hamas et comment l'autorité palestinienne se positionne-elle par rapport à cette situation ?**

JFD : Un mot sur les Palestiniens. Ce qui est frappant dans les révolutions arabes, de 2011 jusqu'à aujourd'hui, c'est le fait que les Palestiniens ont été éliminés par l'histoire. Je pèse mes mots en disant cela mais j'en suis aujourd'hui tout à fait persuadé. Il y a un effet d'éviction qui s'est produit où l'on s'est focalisé sur des événements qui vont de la Tunisie à la Syrie. Au milieu de tout cela la cause palestinienne a été complètement ignorée, et les tentatives faites par le Hamas pour reconquérir une légitimité et une visibilité vis-à-vis d'Israël se sont traduites par les deux opérations terribles qu'a subies la Palestine. De plus, on a aujourd'hui une alliance tacite entre Israël et l'Égypte pour liquider le Hamas qui va être un des éléments auxquels on va assister dans les mois qui viennent parce que le Hamas est considéré comme une excroissance des Frères Musulmans par les autorités égyptiennes, ce qui fait qu'aujourd'hui la capacité à se faire entendre des Palestiniens est réduite à presque rien et dans cette bataille pour la redéfinition de l'ordre territorial et politique du Proche-Orient les Palestiniens sont devenus la « dernière roue de la charrette ». Je regrette de le dire de façon aussi brutale, mais c'est le sentiment qui prédomine aujourd'hui.

➤ **Qu'en est-il de la Turquie et de ses liens avec Daesh ?**

MB : Concernant la Turquie, il y a un certain nombre de djihadistes turques dans les rangs de l'État islamique et là on touche aussi au tabou qui entoure la question de l'islam radical en Turquie, une réalité que l'on connaît peu. Récemment ont émergé des rumeurs quant à la coopération plus ou moins grande d'une partie de l'armée turque avec les djihadistes du fait de sensibilités salafistes au sein même de l'armée.

➤ **Pourquoi met-on les combattants djihadistes dans la « famille » sémantique de l'islam ?**

YT : Quelle autre expression peut-on employer ? Parler de combattants irréguliers comme si l'on était des juristes du TPI ? Ou djihadistes comme ils se définissent eux-mêmes ? Est-ce que utiliser le nom que se donne l'adversaire le sanctifie et le sacralise ? Je ne crois pas. Ne serait-ce que face aux opinions publiques, le terme me paraît approprié. D'autre part, il faut

dire que contrairement aux années 1950-1960, nous ne maîtrisons pas les éléments du contre-discours, compte tenu de la communication 2.0 des réseaux sociaux.

La réponse : Extérieur/Intérieur deux faces d'une même pièce

Présidence : Jean-François Daguzan

Ouverture

Jean-François Daguzan

Nous avons évoqué dans une première partie les menaces, qui nous ont conduits d'Afrique au Proche-Orient en passant par le territoire national, mais il faut maintenant essayer de se projeter sur la problématique de la réponse, réponse **policière, judiciaire, militaire** mais également réponse **sociale, économique et sociologique**. On ne peut seulement se contenter d'un appareil judiciaire et pénal ou de faire la guerre, il faut également penser à travailler sur l'humain que sont les jeunes partis ou risquant de partir de l'autre côté. Il faut essayer de les faire revenir dans un giron social et national plus accueillant et harmonieux. Nous avons la chance d'avoir aujourd'hui d'éminents spécialistes et des représentants des administrations européennes et nationales pour aborder le sujet.

Radicalisation et dé-radicalisation : chemins nécessaires, mais escarpés

Jean-Luc Marret, Maître de recherche, FRS

Je partirai brièvement de la situation en France pour poursuivre sur les divers travaux européens dans lesquels j'ai été impliqué et ensuite j'aborderai cette problématique de dé-radicalisation – désengagement et je terminerai en montrant que la France dans ce domaine a agi tardivement et expérimenté des solutions mises en œuvre par d'autres pays, certes avec parfois des résultats incertains, et se trouve ainsi à l'avant-garde de la prévention.

✓ **La radicalisation**

- Il existe un lien entre les **diasporas en Europe occidentale**, l'absence de ces diasporas en Europe orientale et le **nombre de djihadistes**. Non pas que les diasporas dans leur ensemble soient coupables, mais il y a certainement un lien. En Slovaquie il y a sept djihadistes détectés, en Roumanie il y en a une douzaine.
- La France se trouve donc, avec la Belgique ou les Pays-Bas et secondairement l'Allemagne et le Danemark, dans cette configuration où elle doit subir une djihadisation d'un certain nombre de ses ressortissants.
- Si l'on fait le **ratio** entre le **nombre de policiers français** chargés de l'antiterrorisme il y a cinq ans et le **nombre de djihadistes** qu'ils avaient en charge, aujourd'hui on voit **une augmentation exponentielle** du nombre de djihadistes par policiers. Par conséquent, **la prévention devient vitale** pour notre pays, en l'espèce avec l'espoir d'atténuer les tensions capacitaires sur la police. Ce qui nous conduit à la radicalisation.

- L'Union européenne a énormément œuvré pour le développement de pratiques de dé-radicalisation et de **compréhension scientifique sérieuse** de la radicalisation. Dans l'un de nos projets, relatif aux questions de radicalisation (SAFIRE), on distingue plus de 200 variables interdépendantes, certaines culturelles, d'autres sociales ou psychologiques (un manque de capacité à gérer la frustration individuelle, une utilisation de la violence non inhibée, un manque d'estime de soi, une famille monoparentale...). **La radicalisation est donc un processus multi-variable, non linéaire dans le temps** et qui peut s'arrêter à n'importe quelle phase (au demeurant, elle n'est pas spécifiquement djihadiste). Il reste à savoir comment, et avec quelles chances de succès.

✓ La dé-radicalisation

- La dé-radicalisation **n'a pas de définition universelle**. Chaque État a sa propre vision de qui est radical. C'est ainsi que l'Arabie saoudite dans ses programmes de dé-radicalisation possède une vision du djihadisme qui ne correspond pas forcément à celle des pays d'Europe de l'Ouest.
- La **dé-radicalisation prend donc plusieurs formes et a plusieurs objectifs** : doit-on l'employer pour convaincre une personne de ne pas être physiquement violente ou essayer de la convaincre que le djihad ne conduit pas au djihadisme mais que c'est d'abord un travail sur soi pour devenir une meilleure personne morale et spirituelle ? Doit-on agir sur les variables psychologiques ? Introduire une déconstruction du corpus djihadiste (contre-narration) ?

✓ Les actions politiques et les problèmes existants

- Les travaux de la France en matière de dé-radicalisation ont tardé à se mettre en place pour deux raisons : **le contexte d'une politique internationale opposée à l'administration Bush** sur le cas de la guerre en Irak (ligne du Président Chirac), et **le fait que l'anti-terrorisme considérait, à l'époque, la situation comme gérable**. Aujourd'hui, comme je l'ai expliqué, il y a des tensions capacitaires, et nous connaissons de nombreux problèmes qui seront durables.
- Au plan Européen, il y a de nombreuses initiatives, au plan local ou national (comme *Violence Prevention Network* en Allemagne). Mais encore une fois, la dé-radicalisation n'est pas une formule magique, et nous ne sommes pas sur des résultats garantis. Il peut et il y a des échecs. Il peut et il y a des récives. De même, comment mesurer le succès et le caractère durable d'un effort de dé-radicalisation ? Un programme européen (IMPACT) s'efforce actuellement de fournir une méthode un peu normative de mesure et d'évaluation, y compris sur le long terme. On pourra aussi observer les pratiques américaines préventives concernant les gangs ethniques et leur évaluation.
- La question de la radicalisation en prison est par exemple très complexe. La solution de l'isolement des terroristes radicaux **pour éviter le prosélytisme** peut aussi créer de nouveaux réseaux. De la même façon, les djihadistes qui sont dans nos prisons ne sont pas isolés tout le temps et peuvent toujours faire du prosélytisme au cours des activités sportives par exemple.

- On peut aussi se demander **quelle sera la prochaine terre de djihad s'il y en a une !** Ce qui conduit à nous demander si elle sera située dans un **territoire proche** avec de fortes diasporas en Europe. Les ressortissants européens de retour de Syrie pourraient aussi à terme théoriser un djihad sur le sol européen (d'où, ici encore, la nécessité de la prévention sur une base individuelle).
- Soulignons le problème de la **récidive**. Une fois les individus dé-radicalisés, rejoignent-ils ou pas leur cercle de radicalisation ? Dans ce cas ils retomberaient dans les processus qui les auraient conduits à utiliser une violence physique ou verbale.

La lutte contre le terrorisme : Serval, Barkhane et demain ? Philippe Gros, Chargé de recherche, FRS

Trois aspects vont être développés dans cet exposé :

- ✓ **Les grandes caractéristiques des engagements actuels, en faisant une comparaison entre Barkhane et Chammal.**
 - ✓ **J'apporterai ensuite des réflexions sur la guerre longue et pourquoi il y a toutes les chances qu'elle dure.**
 - ✓ **Enfin quelques implications stratégiques et militaires, sur le déploiement des forces en particulier.**
- Dans l'engagement de nos forces, le principal aspect, ce sont les OPEX, la fonction d'intervention à l'étranger. A cet égard, au regard des interventions actuelles, on peut voir deux types de stratégies mises en œuvre :
- La première c'est la stratégie indirecte, où il s'agit d'assistance aux forces locales, le soutien aux initiatives régionales, etc. Cette stratégie indirecte est systématiquement privilégiée, par défaut. C'est typiquement la situation du Mali en 2012 ou de Boko Haram actuellement. Je parle de stratégie indirecte sous l'angle des Occidentaux, naturellement. Simplement, comme elle ne fonctionne pas, face à une évaluation en urgence d'un niveau de menace qui change, on passe en stratégie directe.
 - Dans cette optique il y a deux types de stratégie directe qui sont utilisés : **la stratégie d'annihilation**, éradiquer ce qui est devenu un proto-état structuré, comme c'est le cas avec Serval. On retrouve ici les mêmes stratégies opérationnelles que celles que l'on aurait face à un Etat : les frappes en profondeur, la désarticulation du dispositif ennemi, la prise de ses centres déterminants, etc. Ensuite, quand il n'est pas possible politiquement ou diplomatiquement de mener ce type de stratégie, il y a le poids moyen de ce que l'on peut qualifier de **stratégie d'interdiction ou d'endigement** comme c'est le cas avec Barkhane et la guerre contre l'État islamique en Irak avec Chammal. On se limite dans ce cas à interdire à l'ennemi de mener à bien sa stratégie, avec des objectifs qui peuvent varier en fonction de l'état de structuration du proto-Etat en question. Il peut s'agir de l'empêcher de mener à bien sa stratégie d'extension ou sa stratégie de consolidation et de para-militarisation rampante lorsque l'on est dans des zones contestées, typiquement BSS.

Ces stratégies font appel à des modes opératoires assez classiques : **la projection de puissance aérienne** et **les opérations spéciales** qui se concentrent sur le ciblage d'infrastructures fixes, ou sur le ciblage d'opportunités (qui est devenu la norme de la puissance aérienne), la combinaison capteur, frappes, etc., et aussi là encore les stratégies d'appui aux proxys.

On retrouve globalement le même type d'effets recherchés, l'attrition des forces combattantes, la décapitation du *leadership* et la dégradation du système de ressources de l'entité (les frappes sur les raffineries en Irak, l'interception des convois de drogues au sahel...).

Ces opérations sont globalement d'intensité moyenne. Pour *Inherent Resolve* on est aujourd'hui à 60 sorties offensives par jour. A titre de comparaison, pour la Libye c'était entre 45 et 50, Il existe donc une marge de renforcement certaine du côté américain sachant que la nature de l'intensité est toujours à relativiser : **pour les Français, l'intensité d'engagement des forces est maximale**. Cela étant, ces engagements sont calibrés pour tenir dans la durée.

- L'autre aspect fondamental est celui de la nature de la coalition que l'on pourrait appeler la *Coalition of the few Willings*. En Bande Sahélo-Saharienne, nous sommes en *lead* et les autres partenaires européens sont principalement en appui en matière de logistique, *d'airlift, d'ISR*. Ces partenaires participent directement aux frappes en Syrie et en Irak. Ces pays sont toujours les mêmes : la Grande-Bretagne, le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège et la Belgique. En revanche, **les forces européennes comme l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie sont réticentes à l'engagement à l'extérieur**. Ceci est autant lié à la nature des intérêts qu'à la culture stratégique de ces pays quant à l'emploi de la force, qui est perçu comme l'option la moins envisageable et avec un prisme dans la lecture des défis qui est différent du nôtre.
- En parallèle, il y a **le déploiement sur le territoire national** sur lequel je ne vais pas m'attarder : quelque 10 000 hommes sur le territoire national, deux Etats-majors de force, 26 Etats-majors logistiques, 700 compagnies déployées dans 50 villes... **On aboutit pour les forces françaises à une sur-extension qui n'est pas gérable à terme**. Cela conduit en fait en parallèle, à l'application de deux des trois contrats du *Livre blanc* : le contrat projection sur les territoires intérieurs et le contrat gestion de crise. Cela signifie que les forces sont sur engagées à quasiment 100 % de leurs moyens déployables. Il y a quelques semaines, il y avait 46 % de la force opérationnelle terrestre qui était engagée.
- Cette situation va vraisemblablement durer : on glisse de plus en plus, selon moi, vers **des engagements de nécessité**, compte tenu de **la nature des menaces** de ces proto-états, **avec l'interaction avec la menace intérieure**, non sur des engagements par choix, comme pourraient l'être des opérations de maintien de la paix, ou sur des engagements au titre de nos responsabilités de grande puissance, au titre du Conseil de sécurité, etc. Nous sommes ici sur quelque chose de différent et **l'appréciation qui a prévalu**, début 2013, sur la menace des djihadistes qui menaçaient potentiellement d'aller sur Bamako, **montre un changement de calcul stratégique**.

Ces opérations risquent d'être longues pour quatre raisons :

- 1) **Les ressorts de nos ennemis**, leur motivation, leur détermination, etc.
- 2) **Le fait d'être dans des zones où il est observé une déstructuration politique profonde** pour des raisons qui ont été évoquées par mes collègues : le démembrement progressif de l'ordre légué par la décolonisation, les conséquences du Printemps arabe, etc.
- 3) Il y a également **le fait que les stratégies utilisées ne sont pas décisives et ne peuvent pas l'être**. On rejoint ici le débat sur « l'enlisement » de la coalition, récurrent à chaque

campagne aérienne. En réalité, il y a bien une efficacité intrinsèque et constatée de ces opérations comme en témoigne l'échec de l'État islamique à Kobané ou dans le Kurdistan. En revanche cela ne peut être décisif : la stratégie d'annihilation qui a parfaitement fonctionné pour Serval, a généré une recombinaison des mouvements. Quant **aux stratégies opérationnelles d'interdiction**, elles sont efficaces sur un mode coercitif mais sûrement **pas contre des entités qui ont des buts absolus**. C'est en même temps nécessaire et en même temps pas décisif.

4) Ces engagements ne sont pas décisifs, car en dehors du cadre militaire, **on ne pilote pas les évolutions politiques**. La situation actuelle dément l'équation traditionnelle selon laquelle une bonne stratégie servie par des moyens efficaces et suffisants, bien coordonnée avec celle d'autres acteurs dans le cadre de l'approche globale, nous mènera au succès. Cela ne marche pas ainsi car **ce qui prime c'est le cadre des mécanismes politiques locaux**. Soit l'action de la coalition s'inscrit dans ces cadres, et ça peut marcher, soit on en fait abstraction en ne les intégrant pas fondamentalement dans l'action et auquel cas ça ne fonctionne pas. Les opérations actuelles rejoignent **les engagements contre-insurrectionnels dans l'incapacité à générer une évolution décisive au plan politico stratégique**.

- Le dernier point est celui du « Trade off » entre OPEX-OPINT. Sur ce plan, le nouveau modèle de l'armée de Terre en cours de développement n'est pas forcément convaincant, car cela risque d'obérer encore plus les capacités d'intervention en opérations extérieures... si l'on reste à enveloppe constante, ce qui pose en définitive la question de la criticité politique de cette menace.

La lutte contre la radicalisation : la France en pointe, le rôle de l'UCLAT
Jean-François Gayraud, Commissaire divisionnaire, Directeur adjoint,
UCLAT

- **La France a souvent été novatrice en matière de lutte antiterroriste : le premier système institutionnel centralisé de lutte antiterroriste a été imaginé en France en 1986 et ce modèle a fait école depuis.**
- Je vais aujourd'hui évoquer une nouvelle politique publique initiée cet été par le ministre de l'Intérieur : **la politique de lutte contre la radicalisation**. Il y a quelques semaines, le chef de l'UCLAT, Loïc Garnier a présenté le plan national de lutte contre la radicalisation devant l'assemblée générale d'Interpol, regroupant 200 pays, et tout le monde s'est accordé pour souligner que la France avait inventé un nouvel outil. Ce plan national de lutte contre la radicalisation a deux grands champs intellectuels et d'investigation.

Le premier c'est la loi antiterroriste qui a été votée en novembre 2014 dont je vais rappeler très rapidement les principaux axes et contenus. C'est une loi qui a une dimension de police anti criminelle, qui crée de nouvelles infractions pénales comme c'est de tradition dans une loi antiterroriste et en particulier a institué **une infraction de terrorisme individuel**. Si jusqu'à présent nous ne pouvions incriminer des individus que dans le cadre d'une association de malfaiteurs, c'est pour prendre en compte une des évolutions contemporaines de lutte contre le terrorisme - les acteurs solitaires -, qu'a été instituée une infraction de terrorisme individuel. Mais cette loi innove surtout en définissant toute une série d'outils de police administrative, de **police préventive**. En effet, aujourd'hui, pour faire intelligemment de la lutte antiterroriste dans sa dimension la plus anticipatrice, il convient d'utiliser les armes de la police administrative. Il existe les armes traditionnelles toujours utilisées, comme par exemple les expulsions, et dans ce domaine la loi a initié 3 nouveaux instruments : en premier lieu des interdictions de sortie du territoire pour des français, afin d'empêcher un certain nombre de nationaux de partir sur les terres de combat, puis des interdictions administratives d'entrée sur le territoire et enfin des outils administratifs de blocage de site internet pouvant « appeler » au terrorisme à l'instar de ce qui a été fait avec succès en matière de pédopornographie.

Le premier axe est donc une loi antiterroriste dont les décrets ont été pris et qui est déjà en application pour la plupart de ses outils.

- 1) **Le second axe, dont a en charge l'UCLAT est un axe de prévention sociale**. Il a été créé à l'UCLAT un **département de lutte contre la radicalisation** relativement étoffé en effectifs et avec à l'intérieur trois outils : le premier, ce sont des **fonctionnaires spécialisés** dans la gestion de ces outils de police administrative préventive pour lutter contre le terrorisme : déchéance de nationalité, expulsion, interdiction de sortie du territoire, blocage des sites administratifs, etc. Ensuite, il s'agit du Centre National d'Assistance et de Prévention de la Radicalisation, le CNAPR. C'est en fait le numéro vert dédié aux familles qui fonctionne depuis le 29 avril 2014, lequel fonctionne malheureusement très bien. Nous avons une pléthore d'appels, et nous sommes sur une tendance croissante, d'appels pertinents. Notre

première mission est d'apporter une réponse immédiate aux familles qui se trouvent en pure détresse face, soit à des enfants qui se convertissent et qui se radicalisent, soit face à des adolescents qui se radicalisent parce qu'issus d'une famille musulmane, soit face à des familles où les enfants convertis ou radicalisés, ou les deux à la fois, décident dans l'urgence de partir vers une zone de combat. Je fais ici une parenthèse, partir vers une zone de combat ne signifie pas forcément que l'on va combattre ; la plupart de ces personnes qui vont sur zone vont tout simplement faire leur hijra c'est-à-dire ont le souhait de vivre dans un environnement islamico-compatible. **Notre mission consiste donc à fournir une qualité d'écoute et ensuite à donner les premiers conseils techniques, matériels, préventifs.** Nous proposons à ces familles, si elles le souhaitent de bénéficier d'un **accompagnement** social. Nous passons alors le relais, selon des processus très normés aux préfetures. Il leur appartient ensuite d'accompagner les familles et au besoin les adolescents signalés. Environ un petit peu moins des deux tiers des appelants sur la plateforme sont des proches, des familiers du premier et du deuxième degré. C'est un excellent indicateur des angoisses françaises face à ces problématiques. Évidemment, **cette plateforme d'appels est aussi, par acquis collatéral, une source inépuisable de renseignements opérationnels.** Parallèlement aux travaux effectués par le CNAPR, existe la réactivation du travail traditionnellement effectué par la préfecture et par les États-majors de sécurité. Il a été demandé, en effet, à l'UCLAT de centraliser ces informations, afin d'offrir au Ministre et au Directeur général de la police nationale une vision analytique fine. C'est ainsi que les États-majors de sécurité des 101 préfetures se recentrent sur le phénomène de la radicalisation afin que tous les acteurs locaux publics ou parapublics puissent, dans des conditions déontologiques très strictes, faire remonter des indices de radicalisation touchant tout particulièrement la jeunesse française. Donc l'UCLAT, au sein de ses deux structures : CNPAR et Etat-major de sécurité des préfetures, joue un rôle de coordination, d'agrégation, de chef d'orchestre, ce qui permet aujourd'hui d'avoir une photographie assez intéressante traitée et analysée grâce au département des études et de la prospective qui utilise les méthodes classiques de sciences humaines pour avoir un outil d'aide à la décision et à la compréhension tout à fait pertinent.

- Je termine en disant que **l'UCLAT se méfie des surinterprétations en termes religieux ou idéologiques.** La limite de ce que nous sommes, c'est-à-dire des policiers, qui ont tendance à interpréter l'histoire « à hauteur d'homme ». En réalité, quand on regarde les choses de haut on a tendance à porter aux situations géopolitiques une lecture intellectuelle qui n'est pas toujours conforme à la réalité. Je ne suis pas sûr que l'explication causale de ce qui se passe dans la zone du Levant ou dans la zone sahéenne soit d'ordre purement politicologue-religieux. Si l'on occulte tous les phénomènes de prédation issus des États ou des sociétés civiles, on ne comprend pas à la fois les causes et les conséquences. De même, nous avons au quotidien des familles qui nous appellent, nous voyons quelles sont les motivations qui poussent des individus à partir dans des zones de combat ou à se radicaliser. Bien souvent l'islam n'est qu'un habillage d'autres causalités ou d'autres pathologies. Cela ne veut pas dire qu'il faut « dés islamiser » la question, mais simplement la nuancer et je crois beaucoup à la complexité des situations.

L'action au niveau européen

Gilles de Kerchove, Coordinateur de la lutte anti-terrorisme de l'Union européenne

- Je comptais commencer par le rôle de l'Union européenne pour éviter qu'il y ait une mauvaise compréhension de son rôle : **nous ne sommes pas en première ligne**, même après la mise en œuvre du traité de Lisbonne. **La gestion de la sécurité intérieure** se fait en réalité sur **un ratio 90 % États membres, 10 % Union européenne**. En matière de terrorisme, c'est plutôt 95 % - 5 %. Cela ne veut pas dire que l'Union européenne n'a pas de rôle à jouer. Mais je vais essayer de montrer ce que l'on essaie de faire pour assister les États. **Notre rôle n'est pas d'être en première ligne**. Dans le cadre des attentats de Paris, je me suis tenu pendant 4 jours afin de laisser s'exprimer MM Cazeneuve et Valls.

- **Notre travail s'est intensifié à partir de 2013**, au moment des départs de jeunes en Syrie et en Irak. Je me souviens d'avoir signalé aux ministres de l'époque que j'avais le sentiment de voir se développer des événements, ce qui était loin d'être une perception collective en Europe. En mai 2013, l'Union européenne a défini sa politique, et par rapport à ma proposition faite en 2013 et la résolution 2178 des Nations Unies, cela coïncide pratiquement. Depuis mai 2013, nous avons essayé avec les ministres de l'Intérieur d'ajuster ce dispositif pour **essayer de freiner ce mouvement de jeunes qui partent se battre en Syrie et en Irak** et d'être plus pertinents **dans la manière d'accueillir ceux qui reviennent**. Les attentats de Paris ont constitué un accélérateur et ont cristallisé la volonté politique. Monsieur Tusk a tout de suite souhaité inscrire cette question à l'agenda européen des chefs d'États et **le 12 février a été adoptée une déclaration assez conséquente** qui a été construite par plusieurs filières : la filière des ministères de la Justice et de l'Intérieur au plan interne, la filière des ministères des Affaires étrangères au plan externe et aussi par les ministères des Finances et de la Culture. **Je voudrais éclairer la filière des ministères de la Justice et la filière extérieure**. Au niveau interne, ils ont voulu se concentrer essentiellement sur quatre ou cinq problématiques dont **Internet**. Que faire avec ce formidable incubateur de radicalisation ? On sait que c'est un moyen de communication, de recrutement et aussi de financement. Mais c'est surtout un outil de communication et la communication de Daesh est d'une sophistication exceptionnelle. La vidéo du martyr du pilote de l'armée jordanienne a sans doute duré plus de 6 heures et que celle des coptes en Libye a pratiquement été faite sur plusieurs jours. Ces vidéos sont de qualité « Hollywood » à tel point que l'impact de Daesh est beaucoup plus fort que l'impact d'Assad. Assad a, à son actif, 220 000 morts, Daesh n'a pas 220 000 morts mais est bien meilleur en termes de communication, ce qui a un très fort impact. Que peut-on faire par rapport à internet ?

- **Que peut-on faire pour être plus efficace aux frontières de l'Union ? Comment améliorer la collecte et l'échange d'informations au niveau européen ? Quels aspects judiciaires ? Quid des trafics d'armes ? Enfin, tout un volet « soft » de politique qui n'est pas sécuritaire mais qu'il est essentiel de développer.**

- Pour internet, il est essentiel d'améliorer nos réponses en termes **de surveillance de suppression de sites et en termes de contre discours**. Pour la surveillance, il existe une plateforme commune d'Europol dénommée *check the web*, centrée sur le web 1.0 et pas encore très performante par rapport aux réseaux sociaux. Les États membres ont décidé de la renforcer et d'y détacher des experts, ce qui est une bonne chose pour les États qui n'ont pas les ressources financières ou humaines pour mettre en place un tel dispositif. **Supprimer les sites**, si l'on est plus actif, **permet de protéger la moyenne des gens les plus vulnérables**. Le vrai djihadiste qui veut trouver du matériel saura le chercher dans le Darknet. Nous sommes en train de construire notre expérience en nous inspirant du modèle britannique de Scotland Yard. La question du débat sur ce qui doit être supprimé ou non est complexe, nous avons en Europe des sensibilités différentes. Nous allons donc construire à Europol une unité de signalement qui va essayer, en accord avec les unités nationales, d'augmenter le signalement de sites inacceptables. Au niveau du **contre discours**, là aussi nous nous sommes inspirés de l'expérience britannique, qui a une vraie équipe de communicants émanant du monde de la publicité. Il faut en effet **connaître la cible, l'audience et savoir construire le bon message**. Il faut aussi agir sur l'émotion. J'avais souligné il y a quelques mois, lors d'une réunion aux États-Unis, qu'il nous faudrait quelque chose comme le *Ice Bucket Challenge*. Cela peut paraître ridicule mais en une semaine la planète a appris à connaître une nouvelle maladie, et c'est fantastique en termes de communication. Il nous faut un « *Ice Bucket Challenge* » pour détruire Daesh en termes de communication. D'une certaine manière, le mouvement « *Je suis Charlie* » était un sursaut citoyen d'une ampleur comparable. Il s'agit maintenant de rendre cela durable.

- **Une autre question est celle de l'encryptage**. En réaction aux révélations de M. Snowden, les grandes compagnies américaines ont développé des techniques d'encryptage puissantes qui vont jusqu'à **décentraliser l'encryptage sur le téléphone**. Ceci est motivé par la peur des clients européens qui attachent beaucoup d'importance à la vie privée, se mettent à changer d'opérateurs et génèrent une perte de marché. La contrepartie est que **ces technologies pourraient arriver à un degré tel de développement que nos propres services de sécurité ne pourraient plus intercepter les communications**.

- Vis-à-vis des frontières extérieures, il y a eu beaucoup d'incriminations après les attentats contre Schengen. **Je pense que Schengen est la solution et non le problème**. Schengen implique la détermination de **mesures compensatoires** à la suppression du dispositif du contrôle aux frontières. Il faut affiner le dispositif de Schengen. Les ministres ont donc décidé, mais cela n'a pas encore été mis en place, de passer à un contrôle systématique des documents de tous les citoyens qui se rendent à l'extérieur des frontières européennes. L'arrivée des passeports électroniques permettrait de rendre ce processus plus performant et d'apporter des garanties de fiabilité.

- **Sur l'échange d'informations**, là aussi c'est un immense sujet. On cherche à développer Europol, qui deviendrait un *Hub* de l'information disponible où l'on pourrait croiser des informations. Cela pose aussi **la question de savoir si le renseignement est prêt à coopérer avec les services de police**, et il s'agit là encore d'un sujet complexe. La dimension judiciaire est très importante, et J.-F. Gayraud a évoqué l'approche française de **centralisation des poursuites**. Nous faisons partout dans le monde la promotion de cette approche judiciaire parce que nous n'aimions pas l'approche de Bush de *Global War on terror*. **J'essaie d'ailleurs de faire adopter une définition commune de ce qu'est le fait d'aller se battre à l'étranger.**
- **Enfin, sur l'aspect « soft »** il y a un immense chantier pour la Commission qui a décidé de mobiliser de multiples moyens et programmes dans le domaine de la culture, du social et de l'éducation pour réfléchir aux questions centrales de l'antisémitisme et du *Muslim/Islam Bashing*. Nous avons 20 millions de musulmans dans la communauté, c'est donc un défi qu'il convient d'aborder. Je suis à ce titre convaincu qu'il faut développer un Islam Européen et pas un Islam en Europe. Voilà pour le plan interne.
- **Un mot sur le plan externe.** Les conclusions des ministres des Affaires étrangères sur le terrorisme aboutissent à **un programme extrêmement ambitieux**. En partant du constat que l'on avait sans doute sous investi dans notre entourage immédiat au lendemain du Printemps arabe, je suis convaincu que la réponse de l'Europe n'était pas à la mesure du défi. Les ministres des Affaires étrangères ont esquissé un certain nombre de pistes pour mieux coopérer avec les pays du pourtour méditerranéen, et je privilégierais 3 États : **la Turquie**, qui est le pays de transit pour la Syrie, **l'Égypte**, même si cela est difficile en termes de droits de l'Homme, mais cela pourrait rééquilibrer la question sunnite-chiite et enfin **l'Arabie saoudite et les États du Golfe** afin de se pencher sur la question du wahhabisme. Il faut aussi aborder la question de la **Tunisie, championne du nombre de combattants islamistes au Levant avec 3 000 individus recensés**. Il faut aider la Tunisie à se reconstruire, à **reconstituer un bon service de renseignement**, et à absorber le retour de milliers de combattants. Il y a là aussi tout un volet *soft* que je n'ai pas le temps de détailler, **mais les réactions à « Je suis Charlie » devraient nous inciter néanmoins à la fois à mieux exprimer nos valeurs et mieux les expliquer mais aussi à développer les relations avec la société civile et enfin à être plus actifs dans la résolution des crises**. L'Europe n'a pas été très rapide à adopter une position claire sur la Syrie. On peut légitimement se poser la question de savoir si notre politique est la bonne. Elle est centrée sur le départ de M. Assad, il y a des millions de personnes réfugiées et déplacées, des centaines de milliers de morts et Daesh dispose de 30 000 combattants. La situation pourrait s'envenimer.